

Concurrence chinoise : L'Europe sous pression

Abigaël Vasselier, ex-directrice de l'équipe des relations étrangères avec la Chine au Mercator Institute for China Studies (MERICS)

Esther Goreichy, Chercheur invitée au MERICS

September 2025

Alors que le Sommet entre l'Union européenne et la Chine s'est tenu à Pékin le 24 juillet, aucune solution n'émerge pour résoudre les points de frictions entre ces deux puissances. La relation est devenue l'une des plus structurantes du moment géopolitique actuel : à Pékin se joue en partie le futur de la compétitivité européenne, de l'architecture de sécurité européenne ainsi que sa réussite à transitionner vers un avenir vert, soutenable et numérique. La Chine, quant-à-elle, est au cœur d'un moment géopolitique unique. La politique de Xi Jinping a pour objectif de placer le pays au centre de l'ordre international en misant sur son développement économique et technologique. Dans cette logique de compétition stratégique, l'Europe est indispensable pour Pékin.

Le futur de la compétitivité européenne se joue à Pékin

Si la Chine est le troisième partenaire commercial de l'Europe après les États-Unis et le Royaume-Uni, la relation depuis toujours déséquilibrée est devenue insoutenable pour l'Europe. Pékin exporte à des coûts très inférieurs de ceux de ses concurrents européens, grâce à des conditions-cadres avantageuses (fiscales, réglementaires, salariales...) mais également à une politique de soutien massive aux industries, par des subventions parfois contraires aux règles internationales du commerce, ou d'autres mesures non-tarifaires. À l'inverse, l'Europe ne bénéficie pas d'un accès suffisant au marché chinois et Pékin impose des barrières à l'implantation d'entreprises occidentales en Chine qui souffrent d'une compétition non équitable en Chine, en Europe et dans les marchés tiers.

Cette politique industrielle chinoise, axée sur le subventionnement d'entreprises stratégiques exemptes d'exigences de rentabilité, est toutefois en surchauffe. Elle alimente en Chine une guerre des prix et des surcapacités qui poussent les entreprises à se tourner vers l'étranger, frappant de plein fouet l'Europe dans des secteurs où ses entreprises ont historiquement investi. Sans mentionner la perte de savoir-faire industriel – et ce malgré les mesures imposées par l'UE – de nombreux emplois pourraient être menacés en Europe, à l'image de ceux dans les secteurs du photovoltaïque, du textile et de l'acier dans le passé. Selon la banque centrale européenne, la concurrence chinoise aurait déjà causé

la disparition ou la réallocation de 240 000 emplois de la zone euro entre 2015 et 2022¹. Une étude du *Mercator Institute for China Studies* (MERICS) identifie les semi-conducteurs, les machines-outils, les équipements informatiques, les appareils médicaux et les produits pharmaceutiques comme les prochains secteurs à risque².

Malgré ces difficultés, les nouveaux investissements européens (*greenfield*³) en Chine ont atteint un niveau record de 3,6 milliards d'euros au deuxième trimestre 2024 et les grandes entreprises européennes continuent d'y accroître leurs investissements. Certains le font dans une démarche « in China for China » pour se garantir l'accès à ce marché de plus d'un milliard de consommateurs, mais beaucoup considèrent également la Chine comme un pôle d'innovation devenu incontournable. En effet, la séparation entre une industrie occidentale technologiquement avancée et une industrie chinoise à plus faible valeur ajoutée ne se vérifie plus. Depuis 2015, le programme « Made In China 2025 » a significativement renforcé dix secteurs stratégiques (dont le ferroviaire, les véhicules électriques, le biopharmaceutique, l'aéronautique, les équipements agricoles...). Il a permis aux entreprises chinoises de combler leur retard technologique, notamment parfois par des transferts de technologie imposés lors de rachats ou de coentreprises.

Il ne fait aucun doute que nos économies sont interdépendantes et certaines de ces dépendances posent des enjeux de sécurité à l'Union européenne. La Chine est le principal fournisseur de 61 % des 122 secteurs stratégiques pour lesquels l'UE présente une dépendance à l'importation, affectant particulièrement les secteurs de la chimie, de l'électronique ou de la pharmaceutique⁴. La dépendance aux terres rares est particulièrement critique pour l'Europe alors que la Chine en assure 60 % de la production mondiale et près de 90 % du raffinage. La récente décision de Pékin de restreindre à nouveau leur exportation montre que ces dépendances peuvent être instrumentalisées.

Les enjeux de sécurité européenne sont nouveaux dans la relation

La question de la sécurité a d'abord vu le jour sous l'angle économique dans la relation entre la Chine et l'Europe. Déjà en 2016, la vague d'investissements chinois en Europe visait des infrastructures stratégiques, que ce soit dans le secteur de l'énergie avec les prises de participations dans le réseau électrique portugais ou la centrale nucléaire britannique d'Hinkley Point, du transport avec l'achat du port du Pirée ou la prise de participation dans l'aéroport de Toulouse (depuis cédé à *Eiffage*). Aujourd'hui, la Chine présente un enjeu de sécurité bien plus large pour le continent européen.

¹ Berson Clémence *et al.*, « What does increasing competition from China mean for euro area employment? », Banque centrale européenne, *Economic, financial and monetary developments*, n° 5, mars 2025.

² Gunter Jacob *et al.*, « Beyond overcapacity: Chinese-style modernization and the clash of economic models », MERICS, 1^{er} avril 2025.

³ Un investissement *greenfield* est la création *ex nihilo* d'une nouvelle installation ou filiale dans un pays étranger.

⁴ Lefebvre Kevin et Pauline Wibaux, « Import Dependencies: Where Does the EU Stand? », CEPII, *Policy Brief*, n° 47, 2024.

Suite à la déclaration conjointe sino-russe « d'amitié sans limite » signée quelques semaines avant le début de la guerre en Ukraine, Pékin n'a cessé de soutenir la Russie dans son effort de guerre contre l'Ukraine, menaçant la paix et la stabilité en Europe. En 2024, les exportations chinoises de biens à double usage – civils et militaires – vers la Russie ont dépassé 4 milliards de dollars, couvrant 80 % des biens retrouvés sur le champ de bataille ukrainien⁵.

La relation sino-russe, basée sur un alignement historique des deux puissances, se nourrit de la conviction partagée que le moment actuel est celui du déclin de l'Ouest, avec une relation transatlantique qui s'effrite et une Union européenne à la croissance atone⁶. Le président chinois et son homologue russe voient dans ce moment l'opportunité d'une reconfiguration de l'ordre géopolitique dans lequel la Russie et la Chine retrouveraient les places centrales qui leur sont « dues ». Au-delà des liens entre ces deux présidents, qui se sont rencontrés plus de 43 fois, la Russie n'a pas d'autre choix que d'investir économiquement, militairement et technologiquement sur le partenaire chinois. Bien entendu, elle n'est pas exempte des dépendances créées par le modèle chinois. La relation est aussi marquée par la peur historique d'une remise en cause des frontières. Pour le moment, Moscou bénéficie toutefois encore de sa relation avec Pékin que ni les États-Unis ni l'Europe ne parviennent à défaire.

Taïwan est aussi une question importante pour la sécurité et la prospérité européenne. Si Pékin la considère comme partie intégrante de la Chine, une identité taïwanaise s'est néanmoins formée. Depuis les années 1990, la proportion d'habitants se déclarant exclusivement taïwanais est passée de 18 % à 60 %, tandis que moins de 3 % se définissent désormais comme Chinois⁷. Une démocratie vibrante est venue créer des alternances politiques et des entreprises de renommée mondiale y ont vu le jour. Xi Jinping a toutefois annoncé qu'il ne fallait pas laisser le problème taïwanais être légué aux générations futures, précisant se réserver le droit de recourir à toute mesure nécessaire pour parvenir à la réunification. Une remise en cause du *statu quo* menacerait les chaînes d'approvisionnement passant par le détroit de Taïwan, soit plus de 2 000 milliards de dollars d'activité mondiale selon *Rhodium*⁸. En tant que premier investisseur à Taïwan, il en va des intérêts européens de garantir la stabilité dans le détroit (en 2023, les stocks d'investissements directs étrangers européens à Taïwan atteignaient 28 milliards d'euros). Toutefois, l'approche de l'Europe se limite toutefois aujourd'hui à un appel au maintien du *statu quo*.

La question de la stabilité dans le détroit de Taïwan est étroitement liée à celle de la mer de Chine du Sud où Taïwan, la Chine continentale, les Philippines, le Vietnam, la Malaisie et Brunei revendiquent des territoires qui se chevauchent. Aujourd'hui deux tiers du

⁵ MERICS, « China-Russia Dashboard: a special relationship in facts and figures ».

⁶ Sabanadze Natalie, Abigaël Vasselier et Gunnar Wiegand, « China-Russia alignment: a threat to Europe's security », MERICS, 26 juin 2024.

⁷ Thomson Jono, « Taiwan's preference for status quo with China continues to rise », *Taiwan News*, 23 février 2024.

⁸ Vest Charlie, Agatha Kratz et Reva Goujon, « The Global Economic Disruptions from a Taiwan Conflict », *Rhodium Group*, 14 décembre 2022.

commerce européen empruntent ces lignes maritimes. Garantir la stabilité dans la région est donc primordial.

Le tournant technologique de la Chine et son impact sur l'Europe

L'économie chinoise montre des signes d'essoufflement. Avec une croissance estimée à 5 %, elle fait face à des enjeux structurels : vieillissement démographique, faible demande intérieure, pression déflationniste, surendettement des collectivités locales et secteur immobilier en crise. Le gouvernement chinois propose peu de réponses structurelles, privilégiant des mesures de court terme, axées sur l'investissements et la production plutôt que sur la consommation. En 2025, le ratio de déficit a toutefois été augmenté d'un point, à environ 4 %, allouant ainsi 2 900 milliards de yuan (CNY) supplémentaires (370 milliards d'euros) pour, entre autres, aider les collectivités à refinancer leur dette publique. Cette hausse vise également à soutenir l'innovation dans des secteurs stratégiques.

L'objectif du gouvernement est alors de développer « de nouvelles forces productives » (新质生产力). Dans son annonce de 2024, Xi Jinping met l'accent sur une croissance poussée par l'innovation, permettant à la Chine de transformer son modèle de production et de rivaliser avec la puissance américaine. Cette politique s'inscrit dans la lignée du plan « Made In China 2025 ». Trois secteurs, le « Nouveau Trio » (新三样), sont privilégiés : les batteries, les véhicules électriques et les panneaux solaires. Mais la Chine se tourne aussi vers d'autres technologies : l'intelligence artificielle – illustré par le succès de *Deep Seek*⁹ –, les semi-conducteurs ou encore l'hydrogène vert.

Les technologies vertes constituent ainsi pour l'Europe un terrain majeur de compétition avec la Chine. Par une politique industrielle massive combinant subventions à la recherche et au développement (R&D), protection du marché intérieur et contrôle des matières premières critiques, Pékin s'est imposée comme l'acteur dominant du renouvelable. La Chine concentre actuellement près de 75 % des investissements mondiaux dans la production de technologies propres – *clean tech* – en 2023. Si certaines technologies (photovoltaïque, batteries) sont déjà dominées par des acteurs chinois, les technologies émergentes (hydrogène vert, capture et stockage du carbone...) bénéficient à leur tour de cette politique volontariste.

Pour l'Europe, cela pose plusieurs enjeux. Tout d'abord, celui de maintenir un appareil techno-sécuritaire robuste, garantissant à la fois l'accès sécurisé aux technologies critiques et la maîtrise des chaînes de valeur stratégiques. Le second enjeu tient à la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis : l'Europe doit faire face à deux superpuissances cherchant à imposer leurs normes et leurs écosystèmes. Dans ce contexte, l'autonomie stratégique européenne devient un impératif.

⁹ Un modèle d' IA *open source*, développé en Chine par une équipe de jeunes diplômés, qui concurrence les IA occidentales telles que *ChatGPT* pour une fraction de son coût.

La réponse européenne est-elle à la hauteur des enjeux ?

Pour comprendre l'approche européenne, il faut revenir aux années 2000 et à la convergence qui n'a pas eu lieu après l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. En 2012, l'arrivée de Xi Jinping à la tête du Parti communiste chinois a accéléré le tournant autoritaire du pays et mis en pause la perspective d'un virage libéral. C'est à cette période que les entreprises chinoises accélèrent leurs investissements à l'étranger, acquérant les fleurons de la technologie de demain.

En 2016, la peur d'un *dumping* chinois relance le débat sur la question d'accorder ou non à la Chine le statut d'économie de marché. Bruxelles opère alors de grandes réformes de ses instruments de défense commerciale et la France, l'Italie et l'Allemagne appellent à mettre en place un mécanisme de revue des investissements sur base de critères de sécurité nationale. Ces premiers jalons marquent le début du rééquilibrage de la relation avec la Chine, jusqu'alors vue uniquement comme une opportunité¹⁰.

En 2019, l'Union européenne a proposé une nouvelle stratégie fondée sur deux piliers : (1) maintenir un dialogue robuste, nuancé et sans illusion avec la Chine, tout en coopérant dans certains domaines ; (2) protéger le marché européen en créant des instruments garantissant la réciprocité, la sécurité et les valeurs de l'Union. Depuis, l'Europe s'efforce de renforcer ces mécanismes. Un exemple marquant est l'instauration de droits de douane pouvant aller jusqu'à 35,3 % sur les voitures électriques chinoises suite à une enquête prouvant l'existence de subventions étatiques contraires aux règles du commerce international. L'UE muscle également significativement sa stratégie de sécurité économique.

Aujourd'hui la coopération entre l'Union européenne et la Chine est limitée. Le fossé entre les valeurs et les principes que chacun propose s'accroît. La Chine ne réagit pas publiquement aux critiques européennes mais répond aux mesures prises par cette dernière pour protéger son marché : les tarifs sur les véhicules électriques ont donné lieu à des mesures de rétorsion chinoises sur les produits laitiers, le porc et le cognac. C'est à cela que l'Europe doit se préparer. Il y a un prix à payer pour maintenir la compétitive, la sécurité et garantir les valeurs européennes.

La protection du climat représente aujourd'hui l'un des rares sujets de coopération avec Pékin. À terme, la réduction des émissions de CO₂ constitue à la fois un impératif de santé publique et un enjeu de stabilité du régime alors que les questions environnementales ont déjà provoqué des manifestations en Chine. C'est sur cette base que l'Accord de Paris sur le climat (2015), qui doit son succès à l'entente entre Barack Obama et Xi Jinping, a pu être négocié. Depuis, l'Europe a multiplié les projets en Chine, accompagnant par exemple le pays dans la création de son système national d'échange de quotas d'émissions carbone en 2022. En l'absence des États-Unis, le respect des engagements de Paris repose désormais sur l'Europe et la Chine.

Au-delà de ces enjeux, les pratiques d'influence et de désinformation, via les réseaux sociaux par exemple, devront être davantage insérées dans les réflexions européennes.

¹⁰ Godement Francois et Vasselier Abigaël, *La Chine a nos portes : Une stratégie pour l'Europe*, ed. Odile Jacob, 2018.

L'Europe doit redéfinir sa stratégie pour répondre aux nouveaux rapports de force

Aujourd'hui la Chine et l'Europe sont en compétition. Au-delà de la rivalité commerciale, nous sommes entrés dans une concurrence systémique. La Chine propose un monde dans lequel elle est une puissance globale au cœur d'un réseau de relations ayant une même caractéristique : favoriser la puissance chinoise, son développement économique et sa sécurité, érigée en valeur cardinale du système. L'Europe propose un monde fondé sur des normes et des valeurs qui datent de l'après-guerre dans lequel la paix et la sécurité sont assurées par des relations économiques. C'est sans doute un modèle qui s'est essouffé et ne répond plus à la redéfinition de la puissance.

La fragmentation économique et technologique, la multiplication des conflits régionaux et l'impuissance de l'Europe à répondre à un ordre international en crise sous-tendent un continent en pleine reconfiguration. La mise à jour par la Commission européenne de sa stratégie de sécurité économique, initiée en juin 2023, marque une étape supplémentaire vers une approche commune. Cependant, les divisions entre États membres révélées lors du vote sur les véhicules électriques chinois montrent que cette cohérence reste fragile et que l'unité européenne sur la Chine n'est pas acquise¹¹. Dans ce contexte, il y a urgence à redéfinir la stratégie européenne vis-à-vis de la Chine pour faire face à l'ampleur et à la rapidité des enjeux actuels.

*Cet article a été publié en septembre 2025 par le journal **L'EUROPE**.*

¹¹ Malgré les résultats de l'enquête de la Commission européenne prouvant l'existence de subventions « déloyales » accordées par les autorités chinoises, cinq États membres ont voté contre l'imposition de droits de douane compensatoires lors du vote d'octobre 2024 alors que dix États votaient en faveur de ces tarifs douaniers (douze se sont abstenus).